

PRIX DE L'ABONNEMENT

EDITION QUOTIDIENNE	
Un an	\$ 3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Deux mois	0 50
Un mois	0 15
L'abonnement est strictement payable d'avance	
EDITION HEBDOMADAIRE	
Un an	\$ 15

Bibliothèque du Parlement

L'ELECTEUR

JOURNAL DU MATIN

TARIF DES ANNONCES

Première insertion	\$ 0 10
Autres insertions	0 05
Publicité par semaine	0 05
Publicité par mois	0 05
Publicité par trimestre	0 05
Publicité par semestre	0 05
Publicité par an	0 05
Les annonces suivantes sont insérées pour un centime	
Le mot : Deceased d'un nom	0 05
Le mot : Deceased d'un nom	0 05
Le mot : Deceased d'un nom	0 05
Le mot : Deceased d'un nom	0 05
Le mot : Deceased d'un nom	0 05
Le mot : Deceased d'un nom	0 05
Le mot : Deceased d'un nom	0 05
Le mot : Deceased d'un nom	0 05
Le mot : Deceased d'un nom	0 05
Le mot : Deceased d'un nom	0 05

BELLEAU & CIE, administrateurs

BUREAUX : 111, Côte Lamontagne, Basse-Ville, Québec

ULRIC BARTHE, rédacteur

L'ELECTEUR

QUEBEC, 6 FÉVRIER 1892

L'œuvre du gouvernement Mercier

Un sujet que les bleus évitent comme le feu

L'honorable M. Mercier a exercé le pouvoir du 1er février 1887 au 16 décembre 1891, ou à vrai dire jusqu'au 7 septembre 1891, car de ce jour c'est l'officier du sénateur Abbott qui a pris les rênes en main.

Dans ces quatre ans et demi, qu'a fait le gouvernement Mercier ?

Voilà une question que nos adversaires éludent avec soin. Ils aiment mieux parler de la maison de M. Chs Langevin, du cheval de M. Carrier, et d'autres sujets de cette importance.

Aidez-nous, amis, à déjouer cette infâme conspiration du silence. Nous vous donnons ici, en abrégé, un aperçu de l'œuvre bienfaisante, libérale et patriotique du gouvernement Mercier.

Réformes financières

10 L'équilibre financier rétabli. Aux deux millions et quart de déficits accumulés par les administrations bleues de 1880 à 1887, succèdent les surplus de 1888 et de 1889, c. sans la dépression du commerce de bois, qui échappe totalement au contrôle du gouvernement, cette heureuse progression se serait continuée l'an dernier.

20 Relèvement du crédit de la province, en empruntant à 4 p. c. au lieu de 4 1/2 comme du temps de ses prédécesseurs et des 7 p. c. du gouvernement DeBoucherville.

30 Règlement des vieux comptes du fonds des écoles élémentaires avec l'Ontario, par voie d'arbitrage ; sur laquelle réclamation l'Ontario a de bon gré payé un premier versement de \$100,000.

40 Règlement de comptes à l'amiable avec la cité de Montréal, par lequel la province a touché une balance de \$125,000 sur laquelle les gouvernements précédents n'avaient jamais pu s'entendre.

50 Règlement de vieux comptes entre l'Ottawa, l'Ontario et Québec, sur lesquels les honorables MM. Mercier et Sheehy ont obtenu de bon gré de sir John Macdonald lui-même, une remise d'intérêts de \$400,000.

60 Rachat des biens des Jésuites, propriété évaluée à \$1,603,203 (rapport de L. S. Rivard, surintendant des B. J., 1er juin 1888) pour \$400,000.

70 Prompte perception de l'impôt sur les corporations commerciales décrété par le gouvernement Chabreau, et qui n'avait pu être perçu par les trésoriers précédents ; \$558,000 perçu de ce chef en une seule année par l'honorable M. Sheehy.

80 Dès l'arrivée du nouveau gouvernement aux affaires en janvier 1887, ordre est donné de tirer au net tous les comptes de l'ancien régime et de commencer une nouvelle comptabilité pour la nouvelle administration ; ce qui a donné à celle-ci, dès le début, une vue d'ensemble exacte de la situation et lui a permis de la corriger.

90 Augmentation énorme de différentes sources de revenus, entre autres :

Terres de la Couronne

1880—\$ 620,821.76 AUGMENTATION

1888— 918,627.77

\$ 297,806.01

Administration de la Justice

1886—\$ 219,374.63

1888— 226,727.64

\$ 7,363.01

Licences

1886—\$ 397,392.38

1888— 438,454.20

\$ 131,061.82

Taxes sur les corporations commerciales

1886—\$ 900,000.00

1890— 130,212.74

\$ 130,212.74

Soit une augmentation de \$566,433.58 sur quatre chapitres du revenu en quatre ans.

Nous sommes en état d'affirmer que, grâce à l'excellente loi passée à la session de 1889 sur la proposition de l'honorable M. Sheehy, le revenu des licences s'est trouvé presque doublé en 1891 comparativement à 1886. Voici les chiffres exacts :

Revenu des licences

En 1886—\$ 397,392.38

En 1891— 582,241.79

Augmentation—\$ 274,849.41

En une seule année, de 1890 à 1891, l'augmentation du revenu des licences a été de \$199,345.88.

Sans la dépression du commerce de bois, qui n'est en resté que temporaire, le revenu des terres se serait aussi doublé en 1891 comparativement à 1886.

100 Réforme du tarif sur la coupe du bois et les rentes foncières, qui a pour effet de presque doubler le revenu des bois de la couronne ; réforme tellement sensée qu'elle a été adoptée par le gouvernement d'Ontario, et qu'elle a fait dire aux gens : "Comment se fait-il qu'on n'ait pas songé à faire ce changement

avant M. Mercier, et que de millions la province perd depuis des années pour avoir préféré d'être gouvernée par les Chabreau, les Mousseau, les Ross et les Thillon plutôt que par Mercier !"

110 Réorganisation du bureau du trésor, par la création d'un nouveau bureau de revenu qui, sans augmentation sensible du personnel, assure tout de suite, par une perception plus vigilante, une augmentation notable de revenu.

120 Prompt règlement du fonds d'emprunt municipal, que les précédents gouvernements avaient ostensiblement négligé en dépit des commissions spacieuses qu'ils avaient créées pour s'en occuper spécialement et qui n'avaient abouti à rien. Le gouvernement Mercier a réglé à l'amiable, à la satisfaction des parties, sans aucun intermédiaire, avec nombre de municipalités, entre autres :

Sorel, où commissaires sur commissaires, le juge Mathieu, l'honorable M. Taillon, M. Racicot n'avaient pu aboutir à rien ;

Stanbridge (Missisquoi), dont les députés conservateurs n'avaient jamais rien pu obtenir de leurs amis ;

Saint-Anne la Pérade, paroisse du Dr Ross, qui pendant toute sa carrière politique n'avait pu rien faire en ce sens ;

Saint-Romuald (Lévis) dont le conseil municipal était si heureux d'emprunter pour régler cette vieille créance, qu'il a célébré cette transaction par un grand banquet ;

Trois-Rivières, grâce au zèle de son député, l'honorable Art. Tardette ;

Saint-Jean (Ile d'Orléans).

Et nombre d'autres.

Grands projets mis à l'étude

130 La conférence interprovinciale qui a donné le pas à notre province sur toutes les autres, la mettant à la tête d'un mouvement commun, arrêtant un programme uniforme pour toutes les provinces, indiquant le remède aux maux dont souffre chacune, cimentant ainsi l'union canadienne. Que les bons citoyens aient de toutes leurs forces M. Mercier à faire prévaloir les décisions de cette conférence, et l'on verra exécuter ce magnifique programme :

La confirmation du droit exclusif de législation sur les matières énumérées à l'article 92 de l'acte fédératif, et la fin des conflits qui ne cessent de surgir entre le pouvoir central et les législatures, en remettant le droit de déviation des lois provinciales à Sa Majesté en conseil, comme avant la confédération ;

Egales facilités d'obtenir de prompts décisions judiciaires sur la validité de nos statuts comme des statuts fédéraux ;

Limitation à deux années, du délai requis pour faire déclarer inconstitutionnelles les lois provinciales ou fédérales ;

Choix de la moitié des membres du Sénat à l'avenir par les provinces, laissant le choix de l'autre moitié au pouvoir fédéral, mais pour une période limitée ;

Contrôle concurrent des législatures avec le parlement fédéral sur tous les travaux publics exécutés avec l'assistance des législatures ou des municipalités ;

Abolition de la loi fédérale sur le cens électoral ;

Pouvoir de nommer les magistrats stipendiés, de police ou autres ;

Contrôle absolu du revenu provenant des honoraires payés ou payables sur les procédures judiciaires dans les cours provinciales ;

Droit d'émettre des commissions pour la tenue des cours d'assises ;

Mêmes pouvoirs que pour le parlement fédéral de passer des lois relativement aux privilèges des législatures ;

Pouvoir d'abolir le Conseil législatif sur un vote des deux tiers de l'Assemblée législative ;

Propriété absolue de toutes les terres de la Couronne au sujet desquelles il n'y avait pas de traité avec les Indiens avant la confédération des provinces, nonobstant tout doute qui pourrait être élevé à cet égard ;

Jurisdiction partielle sur les matières de banqueroute et de faillite ;

Droit de pardon et commutation pour les offenses contre les lois de la province ;

Détermination immédiate des frontières des diverses provinces et en particulier de la frontière nord de la province de Québec ;

Augmentation du subside fédéral aux provinces sur une base qui assurerait à la nôtre un revenu additionnel de \$348,000.

140 Agrégation des provinces, pour lequel projet M. Mercier a déjà obtenu de bon gré, en partie du moins, le consentement de feu sir John Macdonald ;

150 Prise de possession de l'immense Nord, à coups de chemins de fer, dont un bon nombre sont déjà en marche ; ouverture du back country d'Ottawa par le chemin de fer de la Gatineau ; de Montréal par le chemin du curé La-belle ; de Berthier et Joliette, par le Montréal et Lac Maskinongé ; de Trois-Rivières, par le Trois-Rivières et le Nord-Ouest ; de Québec, par le chemin de fer du lac Saint-Jean et le Québec, Montmorency et Charlevoix.

160 Suppression des barrières de péage, qui entravent tellement le commerce des villes et sont une si lourde taxe pour les cultivateurs.

170 Empiètement des chemins, ce qui

serait un autre bienfait pour les campagnes.

Mesures bienfaisantes

160 Règlement final de la question des biens des Jésuites, grand acte de justice et de réparation, remarquable par une hardiesse d'exécution qui contraste vivement avec l'inaction et les tâtonnements des gouvernements précédents. M. Mercier n'a pas hésité, lui ; il s'est mis en relations directes avec l'autorité ecclésiastique, avec le Saint-Père lui-même. La mesure est si bonne, au reste, qu'elle a été votée à l'unanimité par l'Assemblée législative à sa séance du 28 juin 1888.

170 Réforme partielle des licences pour la vente des spiritueux dans le sens des demandes des sociétés de tempérance.

180 Encouragement à la construction des ponts en fer ; magnifique idée qui était peut-être venue à l'esprit de bon sens, mais que personne n'avait jamais songé à réaliser. Elle est destinée à sauver des millions aux municipalités par une uniformité de structure qui rendra nos campagnes remarquables entre toutes et défilera l'œuvre des débâcles et des années. Il fallait pour qu'elle se réalisât une direction unique, et c'est ce que M. Mercier lui a donné.

190 La nouvelle loi de colonisation résumée en cinq lignes :

Le pin sacré n'est plus la propriété éternelle du landlord de nos forêts ;

Les doubles droits de coupe sont abolis ;

Le colon est usufruitier perpétuel de sa réserve, avec tous les droits qu'il peut avoir en cette qualité ;

Le colon a droit de couper du bois sur sa terre ;

Le colon a droit de vendre du bois.

200 Subventions abondantes aux chemins de fer, choisis parmi ceux qui peuvent le plus favoriser la colonisation, sans distinction de partis, à la seule condition d'être construits sans délai.

210 Distribution équitable des deniers de colonisation dans tous les comtés qui en ont besoin, qu'ils fussent conservateurs ou libéraux.

220 Nomination de bons inspecteurs de colonisation pour surveiller l'emploi des fonds, tel que réclamé en vain depuis 1868 par les principaux colonisateurs du temps, tels que Mgr Marquis, et par un comité spécial chargé d'étudier la question.

230 Patriotique appel au curé Labelle, un adversaire politique, pour effectuer une réorganisation complète de l'agriculture et de la colonisation.

240 Création d'un ministère spécial d'agriculture et de colonisation, dédaigneusement refusé par le gouvernement Ross.

250 Nomination d'inspecteurs de manufactures pour assurer l'exécution d'une loi passée le 9 mars 1885 par M. Taillon, mais restée lettre morte parce que ces gens-là se moquaient des ouvriers comme de leur dernière pantoufle ;

260 Encouragement de l'immigration française et belge ;

270 Action énergique contre l'exécution arbitraire de la loi fédérale qui enlève à la province le contrôle des chemins de fer qu'elle subventionne ; ainsi dans le cas du chemin de fer de Magog et aussi dans celui des embranchements du Pacifique, dénoncé par M. Nantel lui-même à l'Assemblée législative, séance du 12 juin 1888.

280 Codification des statuts ; une vieille affaire qui traînait depuis des années, menée rondement à bonne fin.

290 Création d'une commission agricole choisie dans les deux parties indistinctement, réalisation d'une idée préchée depuis vingt ans par le clergé et tous ceux qui ont à cœur le progrès de notre agriculture.

300 Eloquence et énergie protestation contre l'abus du veto fédéral dans l'affaire des magistrats de Montréal ; voir rapport du conseil exécutif de la province en date du 2 octobre 1888.

310 Protection des ouvriers de Herford, de Sorel, de Bonaventure, etc. ; action du gouvernement pour protéger de pauvres ouvriers contre les exactions de compagnies torques.

320 Remise d'intérêts aux colons : Vu la mauvaise récolte et pour activer la colonisation, le gouvernement accorde, à tous ceux qui prendront leurs lettres patentes dans un délai raisonnable, remise de tous les intérêts moins cinq ans.

330 Retour aux sessions d'hiver : sage mesure qu'on avait oubliée depuis 1878.

340 Protestation contre une décision de l'autorité fédérale, qui s'arrogeait d'elle-même la propriété de tous nos lots de grève ; nouvelle preuve de la vigilance infatigable du premier ministre contre tout empiètement sur les droits des provinces.

350 Ce qu'a fait M. Mercier pour Québec :

L'exposition provinciale de 1887 ;

Le chemin de fer du lac Saint-Jean ;

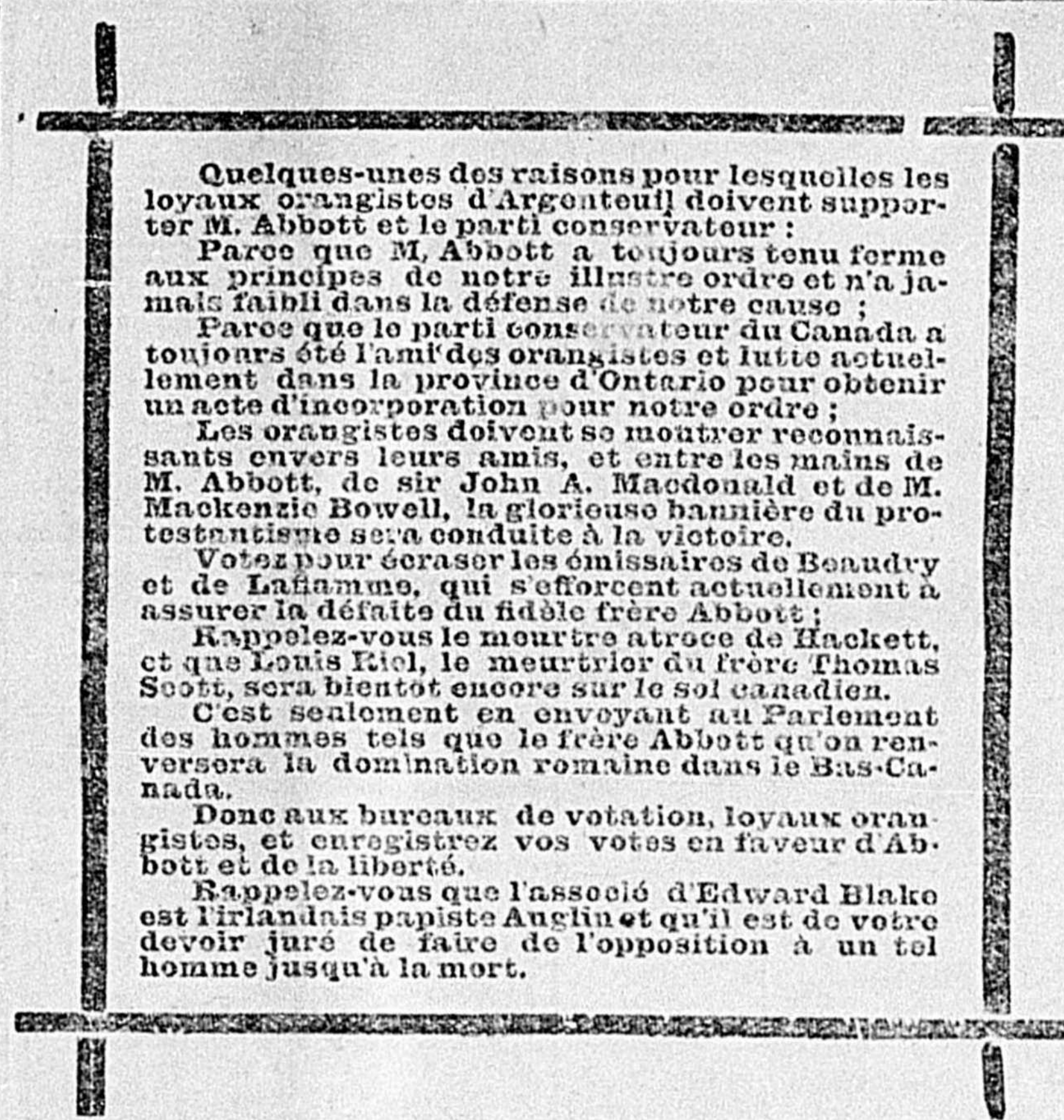
Le chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix ;

\$10,000 pour les explorations préliminaires pour le pont ;

Garantie d'intérêt sur un million de piastres pour assurer la construction du pont ;

L'embellissement des principales parties de la ville, élargissement des rues autour du Palais législatif, mise en vente du terrain des Jésuites ;

Le choix de Québec pour la conférence interprovinciale ;



L'éloquence des chiffres

Régime conservateur

Recettes	Dépenses
1880... \$ 2,342,412 32...	\$ 2,339,023 80
1881... 3,191,778 99...	3,366,012 97
1882... 3,419,370 94...	3,628,229 16
1883... 2,755,707 21...	3,095,943 27
\$11,709,269 46	\$13,121,807 30
	11,709,269 46

1884... \$ 2,823,565 39... \$ 3,124,619 94

1885... 2,926,147 95... 2,956,339 86

1886... 2,949,562 15... 3,032,697 25

1887... 2,965,566 62... 3,285,797 78

\$11,664,842 02

\$12,382,758 83

11,664,842 02

Déficit... \$ 717,916 81

Régime national

1888... \$ 3,738,238 39...	\$ 3,365,032 36
1889... 3,627,493 20...	3,543,618 64
1890... 3,536,493 79...	3,811,072 95
1891... 3,457,144 32...	4,095,520 45
\$14,359,369 70	\$14,885,844 40
	14,359,369 70

Recettes spéciales... 526,043 69

\$ 101,933 69

\$ 334,107 01

Cet écart est expliqué par la différence

entre 1886 et 1891 pour le service des intérêts, lequel est d'environ \$300,000.

Le gouvernement n'est pas à proprement parler responsable de cette nouvelle dette, dont une bonne partie avait été contractée par ses prédécesseurs, et le reste par les subsides de chemins de fer votés par les deux côtés de la chambre.

Il ne faut pas non plus manquer de porter au crédit du gouvernement Mercier la création d'un amortissement sur tous les subsides payés par la province, en sortes que ces subsides se remboursent eux-mêmes en soixante ans.

Au reste, il n'y a pas de comparaison possible entre cet écart de \$300,000, et les déficits des gouvernements bleus, qui était d'un million et demi de piastres pour la période 1880-1884, et de près de trois-quarts de million pour la période 1884-1887.

Que valent en présence de ces chiffres les reproches d'extravagance adressés au gouvernement Mercier ?

TÉMOIGNAGE DE M. WHELAN

"Relativement à l'affaire des \$10,000 remises à M. Pacaud, je tiens à dire et je vous autorise à répéter que M. MERCIER ET SON GOUVERNEMENT SONT AUSSI ÉTRANGERS À CELA QUE L'HOMME DANS LA LUNE. "His hands are clean," et je regrette qu'il y ait malentendu à ce sujet. Je suis prêt à répéter cela dans n'importe quelle assemblée."

(Déclaration faite par M. Whelan, à St-Léonard, en novembre dernier, en présence de MM. L. H. Senécal, Hector Cadieux, Ch. Champagne, M. P. P. A. E. Poirier, E. N. St-Jean, J. C. de La Durantaye, Poirier, Lomer Gouin, R. Lemieux et H. J. Cloran.)

CE QUE LA PROVINCE A GAGNÉ

Les cabaleurs bleus recommencent à dire que la transaction avec le syndicat Cooper pour assurer le parachèvement du chemin de fer de la Baie des Chaleurs a fait perdre de l'argent à la province, et qu'il est mieux valu accepter les propositions de M. J. J. MacDonald.

La question est facile à résoudre. Voici la vérité telle qu'elle est établie devant la Commission royale par tous les témoins et les propres lettres officielles de MacDonald et de ses associés.

PROPOSITION DE MM. MACDONALD & CIE

1 Balance des subsides votés avant la dernière session...	\$200,000
2 Un subside additionnel de...	400,000
3 Pour le pont Caspédia...	50,000
Total...	\$710,000

MONTANT accordé à MM. COOPER & CIE

1 Balance des subsides votés avant la dernière session...	\$200,000
2 Le subside additionnel de 800,000 acres de terre converti en argent à raison de 70 cts l'acre, dont la moitié seulement payable comptant, soit...	\$280,000
3 Pour le pont Caspédia...	50,000
Total...	\$530,000

Différence en faveur de la transaction faite avec MM. Cooper & Cie... \$120,000

Nos adversaires diront peut-être que nous omettons \$280,000 dans le montant accordé à Cooper & Cie, valeur des seconds 35 cents du subside en terres converti en argent, tout comme Macdonald a omis gauchement, pour ne pas dire malhonnêtement, et pour servir sa cause, les \$200,000 des anciens subsides.

Nous répondons d'avance : oui, et il était nécessaire d'omettre ce montant dans l'état ci-dessus et de le considérer à part, pour rester dans notre rôle de journaliste honnête, respecter nos lecteurs en nous respectant nous-même, et renseigner complètement le public sur toute l'affaire.

Que dit la loi au sujet de ces seconds 35 cents, produits des subsides en terres convertis en argent ?

La loi dit que ces seconds 35 cents se sont payables seulement quand les terres auront été localisées, vendues et payées, pas avant.

Depuis 1882, les gouvernements ont accordé, comme subsides à diverses compagnies de chemins de fer, 13 millions d'acres de terre ainsi convertissables, et à peu près tous sinon tous convertis en argent.

Nous vendons seulement 125,000 acres de terre par année en moyenne, en sorte que ces terres ne seront pas toutes vendues avant 105 ans, à compter d'aujourd'hui.

Mais il ne suffit pas que les terres soient vendues, il faut qu'elles soient payées, le gouvernement ne devant lui-même payer qu'à même l'argent reçu sur le prix de telles ventes.

Les colons ont six ans pour acquiescer leurs terres, et bien souvent ils en prennent trente et plus.

On peut donc affirmer, sans crainte d'être contredit, que toutes ces terres ne seront pas vendues et payées avant 160 ans, tant celles octroyées à la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs que celles octroyées aux autres compagnies.

Et ce qui plus est, ces créances éventuelles provenant des seconds 35 cents ne rapportent pas d'intérêt avant échéance.

Pas un banquier n'oserait offrir seulement \$50,000 comptant pour ces \$280,000 payables comme elles le sont, sans intérêt, et à une époque absolument indéterminée et fort éloignée, par les enfants de nos petits enfants ; et encore ! Mais admettons un instant, pour le bénéfice de la discussion, que ces seconds 35 cents valent réellement \$50,000 comptant et nous arriverons au résultat suivant :

Macdonald demandait en tout \$710,000

Cooper & Cie se sont chargés de l'entreprise moyennant \$500,000, porté à l'état ci-haut, plus \$50,000, valeur en argent comptant des \$280,000 payables d'ici à 105 ans, soit...

\$640,000

Différence en faveur de la transaction faite avec MM. Cooper & Cie... \$70,000

Bodilages de M. Polletier sur les comptes d'arpenteurs

De M. L. P. de Courval, d'Arthabaska :	\$150
De M. L. P. de Courval, d'Arthabaska :	275
De M. L. P. de Courval, d'Arthabaska :	600
De M. L. P. de Courval, d'Arthabaska :	500
De M. L. P. de Courval, d'Arthabaska :	1,625

De M. Léonce Stein :

A LOVER

A LOUER

Un très beau logement, de 11 chambres, peintures et tapises à neuf, à prix modéré.

S'adresser à : 102 rue du Roi St. Roch.

3 fév. - J. e. juo.

Un magasin au No. 163 rue St. Paul, occupé actuellement par M. L. O. Vidal & Fils, pour l'AESLI : Une maison au No. 101 rue St. Paul, W. Reid, au No. 20 rue St. Paul.

Uncher 30 jan. - J. e. juo.

A la Rivière du Loup, près de la station C. R., une magnifique maison de commerce en général 2 étages (maison en briques solides : une cave, 5 chambres au 1^{er} étage et 2 au 2^e étage. Les toitures sont en bois et sont en bon état. Les toitures sont en bon état pour l'usage. Les toitures sont en bon état pour l'usage. Les toitures sont en bon état pour l'usage.

Information s'adresser à :

J. B. A. CHAMBERLAND, N. P. Freres, Ltd.
ou à L. F. KRONSTORF.
No. 10 rue Wolfe, Lévis.

30 jan. - E. juo. J.

Maison confortable No 183 rue St-Valier, 4 chambres, vaste terrain, environ 15000 pieds carrés, avec écuries, étables, grande cuisine, poste de charbon depuis 1900, 50 ans. Grande remise, boutique et maison, louées séparément si l'on veut. Cette propriété conviendrait très bien à un poste de menuisier, de marchand de bois, d'un bouticlier de bière, etc. Logement visible de 1 h. à 3 h. p.m.

Le propriétaire se retirant des affaires vendra à grande réduction son outillage de charbon et l'ouvrage fait.

J. E. BOILEY, notaire.

Cette excellente maison située No 23 à 39
rue du Palais avec cour jardin stable et

Aussi une autre maison de 8 chambres, avec
établissement si on le désire, No 20 rue du Palais.
Visibles de 2 à 4 hrs. p.m.

Aussi logement de 4 chambres, même rue.
ALPH. POULIOT, agent
No 27 rue du Palais,
ou No 10 rue Donacou
2 février 1892.—E. J. n. o.

Au numéro 25, rue St Louis en parfait ordre
S'adresser à
L. A. TASCHEREAU,
ou C R TASCHEREAU N. P.
4 fév.—E. J. sem.

Cette maison de première classe, No 48, Rue
Ste Genevieve, Cap, maintenant occupée par
K. G. Fraser, éc.
S'adresser au
Dr HAMEL
21 Ste Ursule, 1892

ou à LABREQUE Et BELANGER,
15 Rue Haade.
Québec 4 té. — E. 2 som.

Maison à vendre

 A VENDRE à termes très avantageux, cette résidence de première classe, avec étables, remise, cour et jardin, qui est occupée maintenant par le révérend Léon Williams. Gaz, eau, fournaise à eau chaude.

E. G. MEREDITH,
Notaire public.
32, rue St-Pierre.

Québec, 5 janvier — E. J.

IM. MEREDITH & CO.

PHONOGRAPHE

EST MAINTENANT EXPOSÉ POUR TRÈS
petit de temps au
No. 58 Rue Saint-Joseph, St-Roch
On pourra y entendre un choix considérable

de chansons, quatrains, discours et morceaux
de fantaisie et aussi plusieurs chansons exécutées
par nos meilleurs chanteurs québécois.

Une invitation spéciale aux dames.
Ouvert tous les jours de 9 h. a. m. à 12 p. m.
22 janvier—E. J. 2a.

TELEPHONE 853

A circular logo with the text "AU & CARR" around the perimeter. In the center is a stylized emblem that appears to be a crown or a similar decorative element. The logo is partially cut off at the bottom.

XXX PORTER ALE
263, RUE SAINT-PAUL
(QUÉBEC)
 Québec, 15 jan.—F. J.
 Une guérison certaine par l'Eau

St-Léon
 Montréal, 7 sept. 1891.
 Cie d'Eau Minérale de St-Léon

Messieurs, j'ai beaucoup de plaisir à certifier l'efficacité de l'Eau St-Léon. Depuis six ans je souffrais d'indigestion, au point que l'heure des repas était pour moi le temps le plus désagréable de la journée. Vous comprenez que dans ces circonstances j'ai essayé presque tous les remèdes brevetés et autres qui étaient annoncés, ainsi que diverses eaux minérales sans

W. H. BRADWELL
 Canadian Express Office
 51 et 53 rue St-François-Xavier, Montréal.
 En vente en gros et en détail
 —CHIZZ—
MME N. LAFORCE
 No. 3 Port Dauphin, Quebec
Dissolution de Sociétés et Liquidation des Affaires
 Causées par la mort de François Ailaire,
 et des effets juridiques et financiers
 de ses associés
GRANDE

VENTE A REDUCTION
Sans précédent
Nous offrons maintenant, et pendant deux mois seulement, notre fonds de commerce, a un sacrifice énorme, en vue de la dissolution de la société Aillaire, Fils & Cie, qui est occasionnée par le décès de M. François Aillaire, un des associés.
Considérant qu'il est absolument nécessaire

de disposer pour le 1^{er} Mars prochain de notre assortiment considérable, afin de pouvoir régler avec les héritiers, nous avons, réduits, les prix de nos marchandises, dans plusieurs cas, au-dessous des prix coutants.

REDUCTION IMMENSES SURTOUT : 25 P.C.

Prix rumeurs sur les Harmoniums
Les Harmoniums W. Doberty & Co. et W.
Cornwall & Co. seront vendus à moitié
prix.

Musique en feuille : Courants de Pianos ; Vi-
olons ; Archets ; Accordéons ; Concertinas ;
Bancos de Pianos ; Forte-musique.

Moutins à coudre et à tricoter, depuis \$5. Moun-
tin à coudre " Quebec B. " Domestic " et
" Standard " à moitié prix.

**Moutins à tricoter " World Star " à moitié
prix.**

AUSSI, étages maison en briques Mancho
à trois étages, en ordre parfait, contenant tout
le nécessaire pour une maison moderne, et qui n'est
actuellement occupée que par les sœurs, com-
me magasin, situées au coin des rues
St-Joseph et St-Stanislas. Cette affaire est une
des meilleures pour se procurer de Québec.

A S'ACHETER : 2 chaudières ; 2 volutes d'hiver
à 4 volutes d'été ; 2 sets de barbacue.

Alaire, Fils & Cie
En Liquidation.
Coin des Rues St-Jean et St-Stanislas
HAUTE-VILLE, QUÉBEC
12 Jan. - E. J. 2ma.

